

"Le bon docteur de la monnaie unique" dans L'Expansion (6 janvier 1994)

Légende: Le 6 janvier 1994, l'hebdomadaire économique français L'Expansion dresse le portrait du baron belge Alexandre Lamfalussy qui, depuis le 1er janvier, préside à Francfort l'Institut monétaire européen (IME) chargé notamment d'assurer la transition vers la phase finale de l'Union économique et monétaire (UEM) et de préparer l'introduction de la monnaie unique européenne.

Source: L'Expansion. [EN LIGNE]. [Paris]: [09.08.2005]. Disponible sur <http://www.lexpansion.com/art/6.0.115113.0.html>.

Copyright: (c) L'Expansion

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_bon_docteur_de_la_monnaie_unique"_dans_l_expansion_6_janvier_1994-fr-1d83330d-7e30-4f28-9f41-2d301d3905a7.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Le bon docteur de la monnaie unique

par Laurence Ville

L'ancien président de la BRI est à la tête de l'IME depuis le 1er janvier. C'est lui qui va préparer l'introduction de l'écu d'ici à la fin du siècle. Je ne vois rien de nouveau dans le programme que vous nous présentez. Monsieur, je crains que vous n'ayez pas la personnalité suffisante pour faire avancer l'Europe monétaire. Timbre sonore et ton incisif, un député néerlandais apostrophait ainsi, en pleine séance du Parlement européen, un petit homme gris, caché derrière ses grosses lunettes, qui semblait presque s'excuser d'être à la tribune.

Pour toute défense, le patron de l'Institut monétaire européen esquissa un sourire timide et répondit que la vie était sans doute plus complexe que cela, d'une voix qui avait peine à se faire entendre dans le brouhaha.

Nommé quelques jours auparavant par les douze chefs d'État à la tête de l'institut qui préfigure la future banque centrale européenne, Alexandre Lamfalussy venait solliciter l'investiture du Parlement réuni à Bruxelles. Les élus paraissaient quelque peu désappointés face au personnage modeste et plutôt terne qui se soumettait poliment à leurs questions : ce petit homme pourrait-il soutenir le projet européen de ses épaules voûtées et préparer l'avènement d'une monnaie unique avant la fin du siècle ? La tâche est immense, en ces temps particulièrement peu favorables à une Europe affectée par les tempêtes monétaires et par le scepticisme des opinions. Elle l'est d'autant plus que l'acte de baptême de l'IME - quelques paragraphes jargonneux du traité de Maastricht - autorise toutes les interprétations. Chargé de renforcer la coopération monétaire entre les états membres, l'institut peut devenir une véritable autorité morale respectée ou rester une simple coquille vide : tout dépendra de l'homme qu'on a mis à sa tête et qui, en créant la fonction, créera l'organe.

Peu connu du grand public, Alexandre Lamfalussy était jusqu'au 1er janvier dernier président de la Banque des règlements internationaux (BRI), une sorte de superbanque centrale qui supervise le système financier international, installée en Suisse, dans la grise ville de Bâle. S'il a été nommé à l'IME, c'est bien sûr à ses compétences qu'il le doit, mais aussi au désistement de ceux qu'un proche de Jacques Delors appelle les crocodiles, lesquels ont préféré les avantages d'une situation établie à l'aventure d'un poste à créer.

Willem Duisenberg, par exemple, un moment candidat, a choisi de rester à la tête de la Banque des Pays-Bas, les deux fonctions étant incompatibles. Quant à Jacques de Larosière, donné favori il y a six mois, il s'est envolé pour Londres afin de prendre la succession de Jacques Attali à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Alexandre Lamfalussy, lui, a accepté ce cadeau empoisonné des Douze, trop contents de trouver un candidat inattaquable sur le plan professionnel. Serait-ce par fidélité à l'Europe, un continent dont la diversité a émaillé son histoire personnelle ? Né en Hongrie en 1929, il quitte son pays à 20 ans pour échapper à l'éteignoir soviétique qui tombe sur l'Europe orientale. Ses pas le porteront bien sûr à l'Ouest, où il obtient une bourse de la prestigieuse université catholique de Louvain, qui a formé l'élite intellectuelle de la Belgique. Il obtient une licence de sciences économiques assez brillamment pour que ses professeurs décident de l'envoyer dans une autre université réputée, Oxford, où il soutiendra sa thèse avec succès. De retour dans son pays d'adoption (il sera naturalisé belge en 1961), il consacre une partie de son temps à l'enseignement. Il ne coupera d'ailleurs jamais les ponts avec l'Université, où il comptait terminer sa carrière, parmi ses doctes collègues de Louvain.

Un économiste qui a toujours manifesté un goût prononcé pour les études et la théorie. L'empreinte qu'a toujours gardée sur lui le monde universitaire se manifeste par un goût prononcé pour les études et la théorie, allant de pair avec un caractère réservé qui souvent déconcerte ses interlocuteurs. Introversé, il dit ainsi aimer le désert, où il lui arrive de partir... en vacances, avec sa femme. Misanthrope ou timide ? En deux ans de proche collaboration, jamais nous n'avons eu un mot personnel. C'est un peu dur ! raconte l'un de ses anciens collègues. Sa discrétion confine parfois au goût du secret.

En 1956, lors de la révolution hongroise, Alexandre Lamfalussy demande un congé immédiat à son employeur... et disparaît sans autre explication. Il reviendra quelque temps plus tard, priant ses amis - lesquels ont leur petite idée sur cette absence, qui n'est pas sans rapport avec ses origines familiales - de ne pas lui poser de questions. Il n'en dira jamais plus.

La banque est le second pôle autour duquel s'est construite sa carrière. Le hasard se présenta sous la forme d'une rencontre avec Louis Camu, président de la Banque de Bruxelles (qui deviendra ensuite Bruxelles Lambert). Celui-ci, frappé par l'agilité intellectuelle de Lamfalussy, le fait entrer chez lui comme économiste dès 1955. Tout va alors très vite : il publie de nombreux articles dans des revues monétaires, devient conseiller économique, puis entre au comité de direction, pour devenir président en 1972.

Il n'en partira qu'en 1975, après des malversations commises par des cambistes de la banque - auxquelles il était totalement étranger, mais qu'il choisit d'assumer.

C'est à Bâle, dans l'atmosphère glaciale de la tour de la BRI, que le baron Alexandre - il est anobli par le roi des Belges en juillet 1992 - va rencontrer les responsables politiques et monétaires de tous les grands pays et parfaire sa connaissance des ressorts du système financier international. D'abord chef du département monétaire et économique, il est nommé directeur général en 1985.

Beaucoup garderont de lui, à cette époque, l'image d'un superfonctionnaire, dont il semble en effet avoir tous les travers : d'une prudence extrême, il laisse souvent ses interlocuteurs sur leur faim, non par manque de franchise, mais dans le souci de n'avancer que des idées mûrement réfléchies. Il ne supporte ni les phrases creuses ni l'à-peu-près, disent ceux qui ont travaillé à ses côtés. Pourtant, dans cette seconde moitié des années 80, fertile en péripéties monétaires, l'homme qui assistait chaque mois aux réunions des gouverneurs de banques centrales - et qui leur servait lui-même, en quelque sorte, de banquier central - a dû plus d'une fois mettre en avant son autorité et déployer son sens de la diplomatie.

Si l'imagination n'est pas sa vertu cardinale, sa rigueur (son père était juge de paix dans une petite commune de Hongrie) et sa compétence unanimement reconnues seront précieuses à l'IME. Car, avant de remobiliser le grand public sur le projet communautaire par des discours enthousiastes, il lui faudra convaincre les gens de son monde, les patrons des instituts d'émission et les politiques : les aider à travailler ensemble au moyen d'objectifs communs (par exemple en matière de croissance de la masse monétaire), pointer dans ses rapports les dangers que fait peser telle politique monétaire sur la cohésion européenne, et préparer l'adaptation du système bancaire à la révolution de la monnaie unique. Autant de tâches délicates dans lesquelles il faudra faire montre tour à tour de discrétion et de fermeté, un dosage que connaît bien le baron Alexandre pour l'avoir mis en œuvre lors des conférences monétaires internationales auxquelles il a été associé.

Sur le plan de la stratégie, Alexandre Lamfalussy restera orthodoxe, donc fidèle à Maastricht et à ses thèses inspirées des Allemands : la convergence des économies en matière d'inflation et de déficit public doit précéder l'union monétaire, a-t-il expliqué aux parlementaires. D'où sa conviction que la monnaie unique est irréalisable pour 1997. Ce sera plutôt en 1999, date-butoir fixée par le traité de Maastricht.

Pas question, donc, de précipiter le mouvement avec une union monétaire réduite à son noyau dur, les pays du Nord. Pour autant, tous les appelés ne seront pas élus au terme du douloureux cheminement de la convergence. Je n'aime pas l'expression d'"Europe à deux vitesses", disait-il à Bruxelles. Mais il est probable que certains pays seront prêts avant les autres. Et je pense qu'il est possible de gérer un calendrier variable selon le degré d'avancement des candidats, à condition qu'une stabilité minimale des taux de change soit assurée dans l'intervalle.

Mais, pour se protéger des périls évidents de cette période intermédiaire, le patron de l'IME n'a pas de recette miracle.

Revenir au contrôle des changes ? Je crois qu'il n'est ni possible ni souhaitable de revenir sur la liberté des mouvements de capitaux, ne serait-ce que partiellement. La seule parade à la spéculation, c'est de mener une

politique communautaire crédible. Resserrer les marges de fluctuation des monnaies européennes, élargies de 4,5 à 30 % après la crise de juillet dernier ? Il n'y croit pas dans l'immédiat, et explique calmement qu'il se donne, pour rebâtir un système monétaire, une année de réflexion.

Pour décevant qu'il puisse paraître à ceux qui attendaient une profession de foi plus ambitieuse, ce programme n'est pas si creux. La priorité, c'est de ne pas effrayer, de rétablir la confiance en rabibochant la France et l'Allemagne, estime ainsi Bertrand de Maigret, délégué général de l'Association pour l'union monétaire de l'Europe. Une initiative spectaculaire aurait provoqué les marchés financiers, qui seraient venus tester une volonté politique qu'on sait aujourd'hui déficiente en suscitant une nouvelle crise monétaire. Mieux vaut donc raffermir ses forces avant de sortir du bois.

En bref, le premier président de l'IME ne remportera pas la partie par son charisme, mais peut-être par sa discrète détermination et par les talents de pédagogue qu'il doit à son passé d'universitaire. Au terme de trois heures de discussion, les mêmes députés européens qui exprimaient leurs doutes finirent par lui accorder la confiance... à l'unanimité. Alexandre Lamfalussy aurait-il raison de penser que la vie est plus complexe qu'elle n'en a l'air ?